

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 07/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)

Terre Plein de Mourepiane
Porte 4 - CS 40034
13016 Marseille

Références : D-2026-0204
Code AIOT : 0006404176

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/03/2026 dans l'établissement CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9) implanté Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection était réalisée afin de procéder au récolement des suites administratives (astreinte administrative et mise en demeure) prises à l'issue des précédentes inspections.

D'autres points de contrôles, en lien avec la protection incendie et la prévention des pollutions ont également été vérifiés.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CHANTIER NAVAL DE MARSEILLE (formes 8-9)
- Grand Port Maritime de Marseille Formes de radoub 8 et 9 13015 Marseille
- Code AIOT : 0006404176
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Chantier Naval de Marseille exerce une activité de réparation, d'entretien et de peinture de navire, au sein des formes 8 et 9 des bassins Est du GPMM.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure
- Suite à sanction

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Consommation en eau	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Collecte des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois
3	Rejets aqueux	AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1	Astreinte	
4	Aires de carénage	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Vérification des moyens incendie	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
6	Stockage peintures	Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.5	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
7	Rétentions	Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Etudes technico-économiques COV	AP de Mise en Demeure du 22/07/2025, article 1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Pour ce qui concerne les points de contrôle en lien avec les suites administratives (traitement des rejets aqueux, études technico-économiques) il apparaît que les actions engagées par la société CNM sont insuffisantes pour permettre un retour à la conformité. Des dépassements réguliers de valeurs limites des rejets aqueux sont toujours constatés, malgré la mise en service des nouvelles station de traitement mises à disposition par le GPMM. Le contenu des études technico-économiques est quant à lui inadapté ou insuffisant pour répondre aux prescriptions réglementaires applicables.

D'autres non conformité en lien avec la prévention des risques et des pollutions ont également été constatées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consommation en eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau
Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé quotidiennement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ /j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation.
Constats : La société CNM ne procède pas au relevé quotidien des consommation en eau. Ces dernières sont relevées seulement à l'échelle d'un projet, alors qu'elles dépassent régulièrement 100 m ³ /j. L'exploitant s'est engagé à procéder dès à présent au relevé quotidien des consommations, et à consigner ses consommations dans un registre dédié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : La société CNM devra, dans un délai d'un mois, transmettre à l'inspection le fichier de suivi mis en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Collecte des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée :

A compter de la date de mise en fonctionnement des installations de collecte et de traitement mises en œuvre par le GPMM dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2021, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :

La totalité des eaux en contact avec le fond de forme [...] (y compris pluviales) est collectée par un réseau dédié puis traitée dans un ou plusieurs ouvrages d'épuration permettant le respect, pour chaque point de rejet au milieu naturel des valeurs limites d'émissions définies à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les eaux de refroidissement des navires et les eaux de fuites du bateau-porte sont collectées de manière séparative afin d'éviter tout contact avec le fond de forme, puis rejetées au milieu naturel.

Constats :

Lors de l'inspection, il a été constaté que chacune des 2 formes de radoub dispose bien des équipements permettant la ségrégation des eaux de refroidissement et des eaux de fuite des portes.

Toutefois, l'inspection a constaté que la ségrégation des eaux de fond de forme n'est réalisée que grâce à des bourrelets maçonnés dont la résistance et la géométrie sont notablement perfectibles pour assurer une ségrégation efficace et pérenne au regard de l'activité industrielle réalisée en fond de forme. En effet, une détérioration mineure aurait pour conséquence d'évacuer une importante part des eaux susceptibles d'être polluées vers le réseau dédié aux eaux de refroidissement et de fuite des portes, avec un rejet à la mer sans traitement.

En outre, l'inspection a constaté, sur la base de l'autosurveillance réalisée par la société CNM, que le volume quotidien d'effluent rejeté est régulièrement très supérieur aux effluents pouvant être générés par l'activité. Cette différence peut s'expliquer par des fuites ponctuelles, ou une mise en œuvre perfectible des équipements déployés pour connecter les navires au réseau dédié à l'évacuation des eaux de refroidissement.

L'exploitant s'est engagé à mener les investigations nécessaires pour expliquer et corriger ces situations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CNM devra transmettre à l'inspection, dans un délai de deux mois, les éléments justifiant des travaux effectués sur les équipements nécessaires à la ségrégation des eaux de fond de forme.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/06/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté : • de respecter les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 et de l'article 5.10 de l'arrêté ministériel en date du 12 mai 2020 susvisé pour les rejets aqueux issus des formes <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Les systèmes de collecte et de traitement des rejets mis en place par le GPMM ont été mis en fonction en mai 2025 pour la forme 9 et en janvier 2026 pour la forme 8.</p> <p>Malgré l'utilisation de ces nouveaux équipements, l'autosurveillance réalisée par CNM révèle plusieurs dépassements pour les paramètres Cuivre (dépassement en mai 2025, juin 2025, août 2025) et pH (octobre 2025, novembre 2025).</p> <p>La société CNM a engagé des démarches pour équiper chacune des 2 stations d'un module de traitement complémentaire destiné spécifiquement au traitement des métaux et du pH. Une mise en service est prévue par l'exploitant d'ici septembre 2026.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Astreinte

N° 4 : Aires de carénage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A compter de la date de mise en fonctionnement des installations de collecte et de traitement mises en œuvre par le GPMM dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2021, l'exploitant met en œuvre les dispositions suivantes :</p> <p>La totalité des eaux en contact avec [...] les aires de carénage (y compris pluviales) est collectée</p>

par un réseau dédié puis traitée dans un ou plusieurs ouvrages d'épuration permettant le respect, pour chaque point de rejet au milieu naturel des valeurs limites d'émissions définies à l'article 5.10 de l'arrêté ministériel du 12 mai 2020 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2930 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Constats :

La société CNM a présenté une partie d'un terre-plein comme la future aire de carénage pour le site des formes 8 et 9.

Toutefois, cette aire n'est pas matérialisée, et l'exploitant devra fournir l'ensemble des éléments permettant de justifier que cette aire a été conçue pour permettre la collecte et le traitement de l'ensemble des effluents, y compris les eaux pluviales (formes de pente, dimensionnement des ouvrages de collecte, modalités de traitement). A ce stade, seule une étude de conception a été fournie.

Il est rappelé à la société CNM, qu'aucune opération de carénage n'est autorisée en dehors des formes de radoub ou d'une aire de carénage conforme. A défaut de justification de la conformité de l'aire actuelle aucune opération de carénage ne peut y être effectuée

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La société CNM devra justifier que la zone présentée comme l'aire de carénage est conforme aux dispositions réglementaires applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Vérification des moyens incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.1

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- d'une alarme permettant de prévenir l'ensemble du personnel présent sur le site ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, et la localisation des moyens de secours et des organes de coupure
- 17 bouches incendie réparties sur la périphérie des formes de radoub, et permettant de délivrer 60 m³/h sous 1 bar pendant 2 heures pour une utilisation simultanée de 3 bouches.
- Plusieurs réseaux de RIA dans les ateliers mécanique, chaudronnerie, logistique et dans le hangar

<p>CIMM</p> <p>- Des extincteurs adaptés aux risques et positionnés en nombre suffisant dans les zones à risque</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement et font l'objet d'une vérification annuelle. Les rapports de vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM a présenté l'ensemble des rapports de vérification, datant de moins d'un an.</p> <p>L'inspection a constaté que ces documents révèlent 27 non conformités concernant les extincteurs et 1 non conformité concernant les dispositifs de désenfumage.</p> <p>L'exploitant a présenté les documents justifiant de la mise en conformité des dispositifs de désenfumage. Concernant les extincteurs, les documents justifiant des actions de mise en conformité devront être transmis à l'inspection.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société CNM devra , dans un délai d'un mois, transmettre les éléments justifiants de la mise en conformité des extincteurs identifiés comme non conforme lors de la vérification réalisée en juillet 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Stockage peintures

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/11/2023, article 2.8.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A l'exception des encours liés à l'application, les peintures sont stockées dans des conteneurs maritimes dédiés, munis d'une rétention correctement dimensionnée et d'un système de détection incendie avec alarme.</p> <p>La quantité totale de peinture stocké est limité à 36 tonnes. L'exploitant dispose d'un document permettant de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement et des services de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CNM dispose d'un registre de suivi des quantités de peinture stockées sur site.</p>

<p>Toutefois, ce registre est mis à jour à une fréquence variable, et ne permet pas de connaître à tout instant le stock présent. En outre, et comme cela avait déjà été relevé lors de la précédente inspection, ce suivi est effectué en volume et non en masse.</p> <p>Le jour de l'inspection, le stockage des peintures était réalisé dans des conteneurs dédiés, désormais dotés d'un système de détection incendie.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société CNM doit modifier les modalités de tenue de son registre de suivi des peintures, afin que ce dernier permette de connaître à tout instant la quantité de peinture stockée dans les conteneurs maritimes.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 7 : Rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/05/2020, article 4.11</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que l'ensemble des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols est stocké sur des rétentions correctement dimensionnée. Toutefois, plusieurs d'entre elles nécessitent d'être nettoyées afin de disposer de l'ensemble du volume de rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La société CNM devra procéder au nettoyage des rétentions, et transmettre les justificatifs de cette action dans un délai de 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 8 : Etudes technico-économiques COV

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 22/07/2025, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : La société CHANTIER NAVAL de MARSEILLE (CNM) dont le siège social est situé Grand Port Maritime de Marseille Terre plein de Mourepiane - Porte 4 CS 40034 13344 MARSEILLE Cedex 15, exploitant un chantier de réparation navale situé au niveau des formes 8 et 9 du Grand Port Maritime de Marseille (13015) est mise en demeure, dans un délai d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté , de respecter les dispositions de l'article 2.5.4 de l'arrêté préfectoral d'enregistrement du 6 novembre 2023 en transmettant les études technico-économiques complètes et mises à jour.
Constats : Concernant l'étude technico-économique relative à la possibilité de procéder au captage, au traitement et à la réduction des rejets atmosphériques de COV dans le cadre des opérations de peinture des navires, la société CNM a fourni une analyse des meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique 3670 de la nomenclature (traitement de surface). Bien que document concerne partiellement l'application de peinture, la majorité des éléments présentés sont sans rapport avec le contenu de l'étude demandé dans l'arrêté préfectoral d'enregistrement. En outre, pour ce qui concerne spécifiquement les opérations de peinture, la société CNM affirme sans justification qu'aucune autre technique d'application permettant de réduire les émissions de COV lors de l'application n'est applicable. La société CNM s'est engagée à transmettre une étude mise à jour et conforme aux prescriptions réglementaires d'ici fin mars 2026. L'inspection propose de prolonger l'échéance de l'arrêté de mise en demeure du 22/07/2025 jusqu'à cette date. L'analyse des documents transmis permettra de déterminer les suites éventuelles. L'étude technico-économique relative à la possibilité de réduire ou suspendre l'utilisation des COV les plus nocifs, est complète et permet d'appréhender de façon exhaustive la présence et les dangers des COV les plus nocifs. Toutefois, aucune suite n'a été donnée par la société CNM aux recommandations édictées en conclusion de cette étude, pour ce qui concerne notamment les démarches de substitution pour les substances identifiées comme prioritaires, de vérification préalable de la présence de quatre substances identifiées dans l'étude, et de substitution du toluène, en concertation avec les fabricants de peinture. La société CNM s'est engagée à transmettre une étude mise à jour d'ici fin mars 2026. L'inspection propose de prolonger l'échéance de l'arrêté de mise en demeure du 22/07/2025 jusqu'à cette date. L'analyse des documents transmis permettra de déterminer les suites éventuelles.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

